“ Le roi voulant faciliter la gestion de ses agents et faire contracter aux colons les habitudes sédentaires du cultivateur, en décourageant les mutations fréquentes, obligeait les tenanciers à payer aux agents un douzième du prix de chaque vente de terre (*origine du cens comportant droit de lods et ventes*).

“ Enfin, pour inspirer le respect dû aux intermédiaires obligés entre le roi et son peuple, les Actes Royaux appelaient ces agents Seigneurs, les faisant, suivant leurs capacités et les circonstances, dispensateurs de la justice, (1) qualité qui en vertu des coutumes investissait de certains droits honorifiques (lucratifs quelquefois) celui qui en était revêtu. ” (2)

Les arrêts, édits, ordonnances et coutumes qui régissaient la tenure seigneuriale en Canada sous le régime français continuèrent d'être la loi du pays sous la domination anglaise. Les seigneurs anglo canadiens étaient tenus de rendre foi et hommage lige au château Saint-Louis, à Québec, comme sous l'ancien régime, et avec le cérémonial antique adopté ici au dix-septième siècle : *se mettant à l'instant en devoir de vassal, genouil en terre, teste nue et sans espée ny esperons*. Quelques uns d'entre eux—cette formalité accomplie—se crurent quittes de toutes autres obligations. Ils oublièrent qu'ils n'étaient en réalité que des fidéi-commissaires, refusèrent de concéder leurs terres à tout venant pour une rente annuelle *n'excédant pas deux sols par arpent superficiel*, comme ils y étaient tenus, et affectèrent de se considérer comme propriétaires absolus des terres comprises dans leurs fiefs ou seigneuries. C'est ainsi que les *loyalistes* anglais qui traversèrent la frontière lors de la proclamation de l'indépendance des Etats-Unis, afin de rester sujets britanniques, se trouvèrent en présence de seigneurs anglo-canadiens qui les exploitèrent et leur vendirent des terres à des prix excessifs.

Ces abus commençant à se produire même chez les héritiers ou acquéreurs des anciennes seigneuries, et l'interprétation donnée aux lois féodales par les tribunaux anglo-canadiens tendant à opprimer les censitaires, nos législateurs décidèrent d'abolir, dans des conditions équitables pour tous, cette institution de la tenure seigneuriale qui, dans la pensée de ses auteurs, n'était qu'une organisation colonisatrice. (3) Cet événement historique s'est accompli en 1854, sans

(1) En 1714, le roi défendit d'accorder à l'avenir des seigneuries en justice. —E. G.

(2) *De la Tenure Seigneuriale en Canada, et Projet de Commutation*, par J.-C. Taché.—Québec, 1854.

(3) “ La législation ancienne du Canada, disait M. Chauveau en 1853, n'est autre chose qu'un projet de colonisation. ”